

UTI GROUP SA

Société Anonyme au capital de 1.731.747 €
68, rue de Villiers 92 532 Levallois Perret cedex
338 667 082 RCS NANTERRE
Code APE 6202 A – ancien 721 Z
Siret 338 667 082 00048
Téléphone : 01.41.49.05.10
Télécopieur : 01.47.57.11.50
Site : www.uti-group.com

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012

Etabli en application de l'article 222 - 4 du Règlement Général de l'AMF



SOMMAIRE

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2012.....	3
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	3
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	4
3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	5
4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
GENERALITES	7
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	7
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	7
BILAN - ACTIF	14
Note 3 – GOODWILL	14
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	16
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	17
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE	18
BILAN - PASSIF	19
Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	19
Note 10 – PROVISIONS	23
Note 11 – DETTES FINANCIERES	24
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS	26
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	27
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	29
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	29
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL	31
Note 16 – IMPOTS	32
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	34
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	35
Note 19 – EFFECTIF MOYEN	37
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	38
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	38
Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES	38
Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	38
Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	39
B - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	40
1. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2011 DU GROUPE CONSOLIDE	40
2. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2011 DE LA SOCIETE UTI GROUP	42
3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE	43
4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE	44
5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE	44
C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	45
D - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	46

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2012

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (montants en milliers)

	note	30/06/2012	31/12/2011
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	13 950	13 950
Immobilisations incorporelles	4	8	4
Immobilisations corporelles	5	94	90
Immobilisations financières	6	492	491
Impôts différés actifs	16	61	109
Total des actifs non courants		14 605	14 644
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	807	1 679
Autres actifs courants	7	1 483	1 047
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	430	950
Total des actifs courants		2 720	3 676
Total de l'actif		17 325	18 320
Passif			
Capitaux Propres			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	-64	5 047
Résultat consolidé		7	-5 112
Total des capitaux propres (part Groupe)		4 312	4 304
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		4 313	4 305
Passifs non courants			
Provisions	10	2 297	2 267
Dettes financières à long terme	11	309	303
Impôts différés passif			
Total des passifs non courants		2 606	2 570
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 490	1 782
Autres passifs courants	12	7 772	8 245
Dettes financières à court terme	11	1 144	1 417
Total des passifs courants		10 406	11 444
Total du passif		17 325	18 320

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires net	14	14 605	14 431
Achats consommés		-2 350	-1 962
Autres achats et charges externes		-1 577	-1 903
Impôts et taxes		-231	-269
Charges de personnel	14	-10 062	-10 027
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	-62	-9
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	-12	145
Résultat opérationnel courant		311	406
Autres produits opérationnels	14	0	0
Autres charges opérationnelles	14	0	
Résultat opérationnel		311	406
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-95	-101
Coût de l'endettement financier net		-95	-101
Autres produits et charges financiers	14	1	36
Résultat avant impôts des activités ordinaires		216	341
Charge d'impôts sur le résultat	16	-209	-223
Résultat net		7	118
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net de l'exercice		7	118
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		7	118
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	0,00	0,01
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	0,00	0,01

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (montants en milliers)

en milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE			
<i>Capacité d'autofinancement</i>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	7	-5 112	118
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	62	3 549	9
Charges et produits calculés liés aux stock options	0	0	0
Plus et moins value de cession	0	9	9
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-1	29	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	69	-1 526	136
Coût de l'endettement financier net	95	213	101
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	47	1 749	24
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	211	436	261
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-319	387	280
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-108	823	541
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décassements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-45	-118	-39
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	0	39	44
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	12	0	0
Variation des prêts et avances consentis	0	0	0
Incidence des variation de périmètre	0	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-33	-79	5
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital - Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et reventes d'actions propres	0	-25	-25
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-301	-662	-320
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-95	-213	-101
Incidence des variation de périmètre			
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-396	-899	-446
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
FLUX NET DE TRESORERIE	-537	-155	100
Trésorerie au 1er Janvier	749	904	904
Flux nets de l'exercice	-537	-155	100
Trésorerie à fin de période	212	749	1 004

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (montants en milliers, sauf nombre d'actions)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertés directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2010	1 732	2 637	3 214	1 847	0	9 430	1	9 431
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				-5 112		-5 112		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				-5 112	0	-5 112		-5 112
Affectation en réserves			1 847	-1 847		0		
Incidence rachat obligations			0			0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-14			-14		
Variations diverses								
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011	1 732	2 637	5 047	-5 112	0	4 304	1	4 305
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				7		7		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				7	0	7		7
Affectation en réserves			-5 112	5 112		0		
Incidence rachat obligations						0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			1			1		
Variations diverses						0		
SITUATION AU 30 JUIN 2012	1 732	2 637	-64	7	0	4 312	1	4 313

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 25 juillet 2012, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes semestriels et a autorisé la publication des états financiers consolidés d'UTIGroup clos au 30 juin 2012.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif en 2012 ainsi qu'en 2011.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés annuels

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Au 30 juin 2012, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012

IFRS 7 amendement « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers »

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés annuels

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2012 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIGroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67 207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIGroup Luxembourg 400 route d'Esch L~1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIGroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la

note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 30 juin 2012.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :
des titres détenus jusqu'à l'échéance,
des versements de dépôts,
des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paiement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup. dans la limite de 3% du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est

constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante-cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2012.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté

pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Au 30 juin 2012, conformément à IAS34, la charge d'impôt sur le résultat a été calculée à partir d'une estimation du taux effectif annuel moyen d'impôt sur le résultat.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Goodwill UTI GROUP	-3 977	0		-3 977
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-4 669	0	-	-4 669

Valeur nette	13 950	0	-	13 950
---------------------	---------------	----------	---	---------------

Valeurs brutes	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Goodwill UTI GROUP	-2 206	-1 771		-3 977
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	-1 771	-	-4 669

Valeur nette	15 721	-1 771	-	13 950
---------------------	---------------	---------------	---	---------------

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flow générés par l'activité pour les cinq prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

La prise en compte de la situation économique n'a pas conduit à remettre en cause les valorisations retenues.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	534	12		545
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-529	-8		-537
Valeur nette	4	4	0	8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	520	14		534
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-519	-10		-529
Valeur nette	1	4	0	4

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	973	25		998
	973	25	-	998
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-883	-21		-904
	-883	-21	0	-904
Valeur nette	90	4	-	94

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	935	38		973
	935	38	-	973
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-846	-37		-883
	-846	-37	0	-883
Valeur nette	89	1	-	90

Au cours des exercices clos les 30 juin 2012 et 2011, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Valeur brute				
Participations non consolidées	0			0
Prêts au personnel et autres	353	8	7	354
Dépôts et cautionnements	139			139
	491	8	7	492
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	491	8	7	492

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Participations non consolidées	0			0
Prêts au personnel et autres	308	56	11	353
Dépôts et cautionnements	129	10		139
	437	66	11	491
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	437	66	11	491

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans). Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée des prêts au 30 juin 2012 sont les suivantes :
la durée restant à courir est calculée à compter de la date d'octroi du prêt ;
le taux d'actualisation retenu est 4%.

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 348 K€ au 30 juin 2012 contre 341 K€ au 31 décembre 2011.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	30/06/2012	31/12/2011
Créances clients	875	1 747
Dépréciations créances douteuses	-68	-68
Comptes de régularisation rattachés		
Total	807	1 679

Autres créances

	30/06/2012	31/12/2011
Personnel et comptes rattachés	0	0
Créances sur organismes sociaux	15	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	39	38
Créances sur l'Etat - TVA	320	353
Autres créances d'exploitation	740	350
Comptes de régularisation	368	306
Total	1 483	1 047

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	30/06/2012	2012	2013	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	875	875		
Autres créances	1 483	1 483		
TOTAL	2 358	2 358	-	-

	31/12/2011	2012	2013	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 747	1 747		
Autres créances	1 047	1 047		
TOTAL	2 794	2 794	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché.
Le montant des en-cours garantis auprès du factor est de 5 418 K€ au 30 juin 2012 contre 5 204 K€ au 31 décembre 2011

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	30/06/2012	31/12/2011
Disponibilités	430	950
Découverts bancaires	-198	-198
Créances d'affacturage non garanties	-20	-3
TOTAL trésorerie nette	212	749
VARIATION DE TRESORERIE		-537

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 30 juin 2012 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2012	Variation		30/06/2012
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	30/06/2012	31/12/2011
Autres réserves	-1 783	-240
Report à nouveau	1 719	5 287
TOTAL	-64	5 047

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	30/06/2012	31/12/2011
Détentions à l'ouverture	443 683	423 898
Achats d'actions	-	19 785
Ventes d'actions	-	-
Détention à la clôture	443 683	443 683
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	30/06/2012	31/12/2011
Détentions à l'ouverture	12 731	19 295
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	16 437	51 501
Ventes d'actions	16 134	58 065
Détention à la clôture	13 034	12 731
Détention totale à la clôture	456 717	456 414
Pourcentage détenu en autocontrôle	5,3%	5,3%

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à 4 351 K€ au 30 juin 2012 après affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2011.

Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions

définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date d'assemblée générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3% du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'administration. Aucun détenteur de plus de 10% du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe. Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85%,

être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85% depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes. Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	30/06/2012	31/12/2011
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote (1)	9 581 664	9 744 327

(1) = Droits de vote à l'AGM du 22/05/2012

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
Provision pour litiges prud'homaux	185	52	21	216
Provision pour litiges commerciaux	90	-	-	90
Provision pour risques et charges divers	1 763	-	-	1 763
Total provisions pour risques et charges	2 038	52	21	2 069
Provision pour engagements sociaux	228	-	-	228
Total provisions au passif	2 266	52	21	2 297

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Provision pour litiges prud'homaux	204	33	52	185
Provision pour litiges commerciaux	103	20	33	90
Provision pour risques et charges divers	-	1 763	-	1 763
Total provisions pour risques et charges	307	1 816	85	2 038
Provision pour engagements sociaux	271	8	51	228
Total provisions au passif	578	1 824	136	2 266

En 2011, la société UTI GROUP a fait l'objet d'une vérification de comptabilité sur les exercices 2008 et 2009.

Le service des impôts a fait une proposition de rectification en juillet 2011.

L'Administration conteste le bien-fondé de la déductibilité des dépréciations sur fonds de commerce d'un montant total de 12 220 K€.

La société n'accepte pas les motivations administratives et a saisi la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires. Cette commission se réunira en septembre 2012.

De plus, l'Administration applique une pénalité pour non dépôt de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition sur 2008 et 2009 pour un montant total de 2.262 K€.

Selon les recommandations de ses conseils, la société a comptabilisé une provision pour charge relative au contrôle fiscal pour 1 763K€.

En 2012, pas de litige significatif.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	30/06/2012	31/12/2011
Provision pour litiges prud'homaux	16	49
Provision pour litiges commerciaux		33
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	16	82

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTE FINANCIERE	30/06/2012	31/12/2011
Emprunt obligataire convertible	309	303
Part des emprunts à plus d'un an	-	-
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	309	303
Part des emprunts à moins d'un an	533	809
Part des dettes financières à moins d'un an	611	608
Total des dettes financières à court terme	1 144	1 417

DETTE FINANCIERE	31/12/2011	31/12/2010
Emprunt obligataire convertible	303	292
Part des emprunts à plus d'un an	-	809
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	303	1 101
Part des emprunts à moins d'un an	809	533
Part des dettes financières à moins d'un an	608	560
Total des dettes financières à court terme	1 417	1 093

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	30/06/2012	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	309			309
Emprunts auprès des établissements de crédit	-			-
Total	309	-	-	309
Dettes financières à long terme	31/12/2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	303			303
Emprunts auprès des établissements de crédit	-			-
Total	303	-	-	303

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 30 juin 2012.

Au 30 juin 2012, il restait en circulation 19 414 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 30 juin 2012 sont les suivantes :

Durée	du 01/07/2012 au 01/01/2020	7,5
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		19 414
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 309 K€ au 30 juin 2012 contre 303 K€ au 31 décembre 2011. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fournisseurs	1 490	1 782
Total	1 490	1 782

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES DETTES	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 746	4 744
Dettes sur acquisitions de titres	591	591
Comptes courants	1 797	1 811
Dettes diverses d'exploitation	638	1 099
Total des autres dettes à court terme	7 772	8 245

AUTRES DETTES	31/12/2011	31/12/2010
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 744	5 551
Dettes sur acquisitions de titres	591	591
Comptes courants	1 811	1 774
Dettes diverses d'exploitation	1 099	417
Total des autres dettes à court terme	8 245	8 333

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 578 K€ au 30 juin 2012 contre 1 596 K€ au 31 décembre 2011. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 218 K€ au 30 juin 2012 contre 213 K€ au 31 décembre 2011.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIgroup, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	30/06/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 605	12 112	988	-	1 505
Résultat opérationnel courant	310	36	202	-4	76
Résultat opérationnel	309	35	202	-4	76
Résultat global	7	-233	188	-4	54

	30/06/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 431	11 760	1 083	-	1 588
Résultat opérationnel courant	406	25	188	-4	197
Résultat opérationnel	406	25	188	-4	197
Résultat global	118	-213	169	-4	166

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

ACTIFS	30/06/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	14 606	14 405	47	-	154
Actifs courants	2 719	2 087	251	12	369
TOTAL	17 325	16 492	298	12	523

PASSIFS	30/06/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 606	2 567	11	-	28
Passifs courants	10 407	9 323	386	9	689
TOTAL	13 013	11 890	396	9	717

ACTIFS	31/12/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	14 644	14 448	45	-	151
Actifs courants	3 676	2 633	497	7	539
TOTAL	18 319	17 080	542	7	689

PASSIFS	31/12/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 570	2 531	11	-	28
Passifs courants	11 445	10 278	424	11	732
TOTAL	14 015	12 810	435	11	760

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	30/06/2012			30/06/2011		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	12 110	3	12 112	11 760	-	11 760
UTIgroup Est	988	-	988	1 083	-	1 083
UTIgroup Luxembourg						
UTIgroup Rhône-Alpes	1 505	-	1 505	1 586	2	1 588
TOTAL	14 603	3	14 605	14 429	2	14 431

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	30/06/2012	30/06/2011
UTI Group S.A.	8 399	8 174
UTI Group Rhône-Alpes	1 078	1 158
UTI Group Est	586	695
UTI Group Luxembourg	-	-
TOTAL	10 062	10 027

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	30/06/2012	30/06/2011
Immobilisations incorporelles	-8	-4
Immobilisations corporelles	-21	-17
Dépréciation sur actif circulant	0	0
Provision pour risques et charges	-33	12
	-62	-9

Autres charges et produits opérationnels courants

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	30/06/2012	30/06/2011
Autres produits d'exploitation	-8	154
Produits de cession d'immobilisations	0	39
Autres charges d'exploitation	-4	0
Valeurs nettes des immobilisations cédées	0	-48
Autres produits et charges opérationnels courants	-12	145

Coût de l'endettement financier brut

	30/06/2012	30/06/2011
Intérêts sur emprunts	-15	-28
Autres charges financières	-80	-73
TOTAL	-95	-101

Autres charges et produits financiers

	30/06/2012	30/06/2011
Pertes de change	0	0
Gain de change	0	1
Actualisation de l'emprunt obligataire	-6	-5
Actualisation des prêts et engagement de retraite	7	6
Charges financières	0	0
Provision charges financières	0	0
Intérêts sur litige commercial	0	34
Autres produits et charges financiers	1	36

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	30/06/2012
UTI Group S.A.	190			190
UTI Group Rhône-Alpes	27			27
UTI Group Est	11			11
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	228	-	-	228

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
UTI Group S.A.	241		51	190
UTI Group Rhône-Alpes	21	6		27
UTI Group Est	9	2		11
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	271	8	51	228

En l'absence d'évolutions significatives sur le semestre, l'engagement n'a pas fait l'objet d'une actualisation au 30 juin 2012.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actif</i>	30/06/2012	31/12/2011
Ouverture	109	1 858
Différences temporaires	0	14
Constatation de l'impôt sur déficits		69
Reprise du déficit reportable	-38	-1 858
Actualisation effort construction	-3	90
Engagements de retraite	0	76
Actualisation emprunts obligataires	2	-36
Dépréciation des actions propres	-9	-104
	61	109

Charge d'impôt sur les résultats

	30/06/2012	30/06/2011
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	0	0
CVAE	-162	-257
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-47	-1 128
	-209	-1 385

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts. Cette convention d'intégration fiscale a été renouvelée le 1^{er} janvier 2008 pour une durée expirant le 31 décembre 2012.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Taux d'impôt moyen

La charge d'impôt (courant et différée) a été calculée pour les comptes semestriels en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30/06/2012	30/06/2011
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	456 717	450 716
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 202 019	8 208 020
Résultat net	7	118
Résultat net par action	0,00	0,01

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	30/06/2012	30/06/2011
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 202 019	8 208 020
Effet dilutif des obligations convertibles	19 414	19 414
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 221 433	8 227 434
Résultat net	7	118
Résultat net par action	0,00	0,01

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé au 30 juin 2012 pour les montants suivants :

	30/06/2012		31/12/2011	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	2 590		2 994	
Baux mobiliers et crédit-baux	185		251	
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	192		303	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 967	-	3 548	-
UTIgroup. Rhône-Alpes				
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Baux immobiliers	83		112	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	83	-	112	-
UTIgroup. Est				
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Baux mobiliers et crédit-baux	-		-	
Baux immobiliers	8		19	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	8	-	19	-

(1) : Bail immobilier à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 30 juin 2012.

Montant total restant à verser au 30/06/2012	185 K€
- Dont part à moins d'un an	105 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	80 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des charges au 30 juin 2012 s'élève à 117 K€.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 30 juin 2012 s'élève à 18 806 heures.

Autres engagements

Dans le cadre de la soucription des nouveaux emprunts en 2008 la société s'est engagée à respecter, sur la base de ses comptes consolidés les ratios suivants :

- Les fonds propres améliorés consolidés (capitaux propres, provision pour risques et charges et comptes courants associés) supérieur à 10 millions d'euros
- Rapport de la dette moyen et long terme (comptes courants associés inclus) sur les fonds propres inférieur à 1
- Rapport dettes financières nettes (comptes courants d'associés inclus) sur excédent brut d'exploitation inférieur à 3.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 30 juin 2012.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2012	30/06/2011
Charges de personnel (*)	6 796	6 783
Charges sociales afférentes	3 266	3 244
	<u>10 062</u>	<u>10 027</u>
Effectif moyen	311	317

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées. Par ailleurs, certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé notamment en cas de non respect de covenants. (cf. note 18)

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 30 juin 2012, 456 717 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro (Chiffre d'affaires avec la Suisse = 0 K€ en devise CHF au 30/06/2012).

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Les comptes consolidés du groupe UTI GROUP, sont consolidés dans les comptes du groupe LAW INFORMATIQUE. La société mère LAW INFORMATIQUE détient 54,4 % du capital et 63,4 % des droits de vote à l'Assemblée Générale mixte du 22 mai 2012.

Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	30/06/2012	31/12/2011
Des organes d'administration	119	0
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	119	0

Au 1^{er} janvier 2011 les rémunérations des organes d'administration ont été transférées sur la société holding LAW INFORMATIQUE suite à une réorganisation du groupe.
La rémunération annuelle des organes d'administration en 2011 a été de 590 K€.

Au 1^{er} janvier 2012 les rémunérations des Directeurs généraux Délégués ont été transférées sur UTI GROUP.

Au 30 juin 2012 Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Au 30 juin 2012 et 2011, les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Au 30 juin 2012 et 2011, les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés ou personnes suivantes :

Société LAW INFORMATIQUE : convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités du groupe depuis le 1^{er} janvier 2012 pour 258 K€ et solde clients 46 K€.

Christian AUMARD : avance en compte courant 1 578 K€

Patrick QUENNET : avance en compte courant 218 K€

Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le groupe n'a pas connu depuis le 1^{er} juillet 2012 d'évènements significatifs susceptibles d'avoir une incidence sur son patrimoine et sa situation financière.

B - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Conformément aux dispositions des articles L. 232-7 et R.232-13 du Code de commerce, la société UTI GROUP qui clôture ses comptes annuels le 31 décembre, a établi le présent rapport semestriel d'activité à partir des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2012.

1. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2011 DU GROUPE CONSOLIDE

Les comptes consolidés condensés semestriels arrêtés au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS34 « *Information Financière Intermédiaire* ».

Composition du Groupe :

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe et des notes annexes pour le détail de ces différents postes de comptes, ainsi que pour la composition du Groupe.

Chiffre d'affaires consolidé :

	EXERCICE 2012 En millions euros	EXERCICE 2011 En millions euros
<u>1 – Consolidé</u>		
Premier trimestre	7,71	7,38
Deuxième trimestre	6,90	7,05
Total	14,61	14,43

Par ailleurs, les effectifs groupe passent de 360 collaborateurs et sous traitants au 30/06/2011 à 358 au 30/06/2012, soit une diminution de 0,6 %.

Groupe	30/06/2012	30/06/2011	%
Structure	32	30	6,7%
Opérationnels	273	285	-4,2%
Sous traitants	53	45	17,8%
TOTAL	358	360	-0,6%

Résultats consolidés :

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2012, un chiffre d'affaires de 14,61 M€, soit une hausse du chiffre d'affaires de 1,25 % par rapport à 2011.

Les frais généraux (autres achats et charges externes) s'élèvent à 1 577 K€ au 30/06/2012 contre 1 903 K€ au 30/06/2011. Le résultat opérationnel courant est bénéficiaire pour 311 K€ contre 406 K€ au 30/06/2011.

Le coût de l'endettement est stable, il passe de 101 K€ en 2011 à 95 K€ en 2012

Enfin le résultat net s'établit à 7 K€ au 30/06/2012 contre 118 K€ au 30/06/2011.

La contribution au résultat avant impôt (comptes consolidés condensés semestriels) pour chacune des filiales est la suivante :

	30/06/2012	30/06/2011
	En K€	En K€
UTIGROUP. Rhône Alpes	54	166
UTIGROUP. Est	188	169
UTIGROUP. Luxembourg	-4	-4

2. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2011 DE LA SOCIETE UTI GROUP

2.1 Chiffre d'affaires de la société UTI GROUP

	EXERCICE 2012 En millions euros	EXERCICE 2011 En millions euros
<u>1 - Société UTI GROUP*</u>		
Premier trimestre *	6,37	5,95
Deuxième trimestre *	5,74	5,81
Total	12,11	11,76

* Retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe

Le premier semestre 2012 est en augmentation de 3 % par rapport au premier semestre 2011. En effet, le chiffre d'affaires est de 12,11 M€ contre 11,76 M€ en 2011.

2.2 Résultats

En milliers d'euros	30/06/2012	30/06/2011
Chiffres d'affaires	12 179	11 831
Résultat d'exploitation	-92	-157
Résultat financier	218	318
Résultat exceptionnel	-4	-9
Résultat net	122	151

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

L'activité du groupe UTI GROUP dans son ensemble pour le premier semestre 2012 se caractérise comme suit :

Le premier semestre 2012 est marqué par un accroissement du chiffre d'affaires groupe de 1,25 % par rapport à 2011.

L'activité parisienne enregistre une croissance de 3 %.

La stratégie d'agrément s'est poursuivie et amplifiée auprès des grands donneurs d'ordre au cours de ce premier semestre, confortant la politique de ces dernières années.

Et pour chacune des Sociétés du Groupe (d'après leurs comptes sociaux) :

UTI GROUP

UTI GROUP (en K euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation en %
Chiffres d'affaires	12 179	11 831	2,9%
Résultat avant impôt	122	151	

UTIGROUP. Est

UTI GROUP EST (en K euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation en %
Chiffres d'affaires	1 011	1 151	-12,1%
Résultat avant impôt	154	177	-12,9%

La filiale alsacienne enregistre une diminution de 12,1 % de son chiffre d'affaires ainsi qu'une diminution de 12,9% de son résultat net.

UTIGROUP. Rhône Alpes:

UTI GROUP RHONE ALPES (en K euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation en %
Chiffres d'affaires	1 607	1 687	-4,7%
Résultat avant impôt	108	219	-50,5%

La filiale lyonnaise enregistre une diminution de 4,7 % de son chiffre d'affaires ainsi que baisse de 50,5% de son résultat net.

UTIGROUP. Luxembourg

UTI GROUP Luxembourg (en K euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation en %
Chiffres d'affaires	0	0	
Résultat avant impôt	-4	-4	0,0%

L'activité de la filiale luxembourgeoise est en sommeil, et n'a plus de salarié depuis le 31/12/2007.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

NEANT

5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE

La reprise générale du secteur attendue dès le deuxième semestre 2012 devrait permettre à UTI GROUP de continuer à constater une évolution positive de son niveau d'activité. Le Groupe maintient donc son objectif annuel 2012 de croissance accompagné d'une poursuite de l'amélioration de ses fondamentaux économiques.

C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Je soussigné Christian AUMARD, Président Directeur Général de UTI GROUP SA, atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

UTIGROUP.

Société Anonyme
au capital de 1 731 747,20 €
68, rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

Période du 01 01 2012 au 30 06 2012

IGREC

Commissaire aux Comptes

50, rue Copernic
75116 PARIS

Burband Klinger et Associés

Commissaire aux Comptes

140, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société **UTIGROUP SA**

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2.III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **UTIGROUP**, relatifs à la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

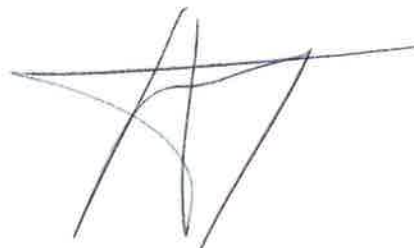
II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 27 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

IGREC



Thierry Sartre
Associé

**BURBAND KLINGER
ET ASSOCIES**



Emmanuel Klinger
Associé